

# 12<sup>ème</sup> Congrès AFEP

Paris 4-7 juillet 2023



## Symposium Finance

### « Transformer les Institutions de la Finance pour accompagner la grande bifurcation écologique et sociale »

Alors que la décennie 2010 a connu les conséquences de la crise financière des subprimes survenue en 2007-2008, les années 2020 sont assurément celles de transformations structurelles, marquées par l'impact de crises polymorphes (pandémie, guerre, crise énergétique, dérèglements et chocs climatiques notamment). Ces crises emboîtées viennent heurter des sociétés, leurs habitants et leurs institutions, ayant inégalement surmonté les épisodes précédents. Chaque nouvelle crise accélère les transformations et les dégradations antérieures, parfois au nom d'innovations susceptibles de surmonter les contradictions qui lui ont donné naissance. Il nous faut donc comprendre comment se combinent les différents phénomènes que l'on observe actuellement et qu'il est essentiel de bien qualifier.

Le 12<sup>ème</sup> Congrès de l'AFEP, qui se tiendra du 4 au 7 Juillet à l'Université Paris Cité focalisera l'attention de savoir comment s'imbriquent les inégalités sociales et environnementales à l'aune des évolutions passées et actuelles et comment l'action publique pourrait et devrait répondre à ces enjeux.

Dans cette perspective, et loin d'en arriver à confronter le néolibéralisme financiarisé à sa contradiction intrinsèque, le risque d'une annihilation massive de la richesse biologique terrestre serait (devrait être) pourtant l'occasion d'intégrer l'ensemble de ces désastres annoncés dans le logiciel capitaliste. S'interroger ainsi sur le péril environnemental et social revient à poser la question centrale de l'insoutenabilité du capitalisme financier contemporain, mais aussi d'un certain mode de vie humaine qui n'aura connu autre chose, depuis plusieurs siècles, qu'une succession infernale de phases d'accélération d'un même rapport d'exploitation au monde.

Il s'agit alors de questionner l'hypothèse de fond d'un isomorphisme entre l'extinction des mondes naturels et la déstabilisation d'ordres sociaux largement fondés sur la possibilité d'exploiter ad infinitum, de produire et de transformer toute matière en biens de consommation. Il semble sur ce point que l'hypothèse polanyienne d'un désencastrement de l'économie aille de pair avec l'extension de l'idéologie néolibérale et la financiarisation grandissante des milieux naturels – ceci alors même que les seuils de destruction irréversibles des espèces sont dépassés les uns après les

autres (annihilation massive, désormais bien visible, des espèces naturelles ; accumulation des alertes témoignant de la disparition de glaciers, d'espèces animales et de modes de vie entiers...). Les troubles et crises suscités dans les sociétés et les systèmes politiques par l'injonction de transformer les conditions d'exploitation des ressources énergétiques sonnent la fin annoncée d'un certain modèle d'exploitation de la nature fondé sur un capitalisme débridé.

Les questions issues de cette réflexion concernent également les stratifications sociales existantes : les contraintes d'assurabilité collectives, déjà théorisées par Ulrich Beck, vont dans le sens d'une surexposition croissante des plus démunis aux risques climatiques et environnementaux, comme si le dernier avatar du capitalisme d'exploitation allait dans le sens d'exposer encore plus radicalement les plus pauvres aux rejets toxiques, à l'appauvrissement de sols surexploités ou encore aux risques industriels externalisés dans les aires mondialisées déjà les plus en souffrance.

Il apparaît dès lors nécessaire, dans un premier temps au moins, de comprendre cette relation du capitalisme contemporain à la nature et aux écosystèmes naturels. N'est-ce pas ainsi que le nouveau marketing du développement durable impose sa face souriante et rassurante aux destructions que la financiarisation des ressources naturelles vitales fait subir aux sociétés et aux espaces de vie ? n'a-t-on pas encore l'image d'une solution par la marchandisation des valeurs via des fonds prétendument verts et des critères de performance éthique aussi dérisoires que ronflants ?

A cet égard, la finance « verte », qui semble plus que jamais au cœur de l'analyse du capitalisme contemporain, continue à produire l'idée d'une voie de sortie associant mirage technologique et hypothèse d'une réallocation massive du capital à des fins de soutenabilité mais dont personne ne connaîtra jamais les effets réels sur les externalités climatiques. D'un point de vue normatif, il ne fait plus aucun doute que relever les défis économiques et sociaux associés au financement de la grande bifurcation écologique nécessitera un renversement paradigmatique majeur (l'auto-régulation des prix par les marchés) et la formulation de propositions concrètes de transformation radicale des systèmes financiers.

En pratique, des évolutions sont déjà perceptibles. Ainsi, pour faire face aux multiples troubles économiques, sanitaires, énergétiques et environnementaux expérimentés depuis 2008, et ainsi qu'elle l'avait fait durant de nombreuses années précédant son processus de déréglementation, la finance s'est mise à nouveau à fonctionner en grande partie à partir de prix administrés (Cayla, 2022). C'est le cas en particulier pour ce qui est du coût de l'argent, les taux d'intérêt, laminés par les pratiques de Quantitative Easing (re)transformant ainsi les banquiers centraux en véritables acteurs politiques. En dépit de l'apparent changement de doctrine des banquiers centraux consécutif au retour récent de l'inflation, force est de constater que ces politiques monétaires non conventionnelles, aujourd'hui très provisoirement interrompues, restent et resteront sans doute mobilisables à tout moment en cas de péril financier.

Mais pour espérer entrevoir une porte de sortie du néolibéralisme financier (Bourghelle, 2022), ne faudrait-il pas aller aujourd'hui bien au-delà et décider de repolitiser et resocialiser la finance ? Ainsi, face aux crises à venir, ne devient-il pas indispensable d'exfiltrer également l'énergie, le carbone, les matières premières, métaux, minerais, l'immobilier, les épargnes retraites et de manière générale, l'ensemble des sources de financement des entreprises, établissements publics (notamment hospitaliers) et États de la sphère d'influence des marchés financiers ? (et donc de les soustraire aux logiques d'optimisation des couples rendement/risque inhérentes au paradigme de la valeur actionnariale ?)

Sans pour autant revenir forcément à un système de prix entièrement contrôlé par les puissances publiques, tel qu'elles le pratiquaient avant la déréglementation (système nationalisé de crédit, taux

de change fixes, secteurs publics des transports, de l'eau et de l'énergie, régulation collective des salaires, prix régulés des matières premières agricoles...), cela supposerait de reconsidérer des logiques d'évaluation alternatives à celles des marchés de manière à ce que l'information environnementale (notamment carbone) soit systématiquement intégrée dans les mécanismes de formation des prix (évaluations alternatives promues par les États, collectivités publiques, structures de l'Économie sociale et solidaire, secteur associatif, ONG, assemblées citoyennes locales), et donc de produire des ajustements institutionnels à même de promouvoir, sous une forme ou sous une autre, une socialisation du système de régulation des prix.

Le Symposium Finance, qui se tiendra les 5, 6 et 7 juillet, dans le cadre du congrès de l'AFEP, proposera de s'interroger sur la prééminence de enjeux environnementaux et sociaux dans les réflexions contemporaines sur les effets délétères de la dérégulation financière et des produits dérivés et l'extension planétaire des marchés de capitaux aux ressources naturelles, énergétiques et alimentaires. Plus spécifiquement, cette rencontre sera l'occasion de questionner la manière dont nous pourrions nous affranchir du régime d'accumulation financiarisé et du mode de régulation par les marchés.

**La rencontre intitulée « Transformer les Institutions de la finance pour accompagner la grande bifurcation écologique et sociale » permettra par conséquent d'explorer les modalités d'une transformation des arrangements institutionnels indispensable à la refondation d'une monnaie et d'une finance au service des impératifs environnementaux et sociaux.**

Verdissement de la réglementation prudentielle ? Extension des prérogatives des banques centrales en matière de financements de projets verts ? Retour à des marchés financiers cloisonnés et encadrés par des institutions publiques ? Définanciarisation de la dette publique, et, plus fondamentalement, déploiement d'une monnaie (écologique) volontaire ? Institutionnalisation de monnaies complémentaires locales et d'une monnaie carbone ? Refonte des circuits de financement de l'économie et des États, voire socialisation de l'investissement et du crédit ?

Telles seront les pistes que nous nous proposons de débattre dans le cadre de ce symposium qui accueillera des communications et tables rondes qui, s'inscrivant dans cette exigence de refondation et de repolitisation des systèmes financiers, proposent des solutions concrètes et argumentées ou questionnent d'une autre manière les liens entre monnaie, finance et soutenabilité du système économique et social.

## Références

- Aglietta, M., du Tertre R. (2023), Quelle gouvernance d'entreprise pour la transition énergétique et écologique ? *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, 2022, p.55-69
- Alijani S., Karyotis C. (Eds) (2017), *Finance and Economy for Society: Integrating Sustainability*, Bingley : Emerald Publishing
- Bouleau, N., *Les mensonges de la finance*, Ivry-sur-Seine. Les Editions de l'Atelier
- Bourghelle, D., Pérez, R., & Rozin, P. (2021). *Rethinking Finance in the Face of New Challenges*. Bingley: Emerald Publishing
- Bourghelle, D. (2022) La parenthèse du néolibéralisme financier est-elle en train de se fermer ? *The Conversation* <https://theconversation.com/la-parenthese-du-neoliberalisme-financier-est-elle-en-train-de-se-fermer-196156>
- Cayla, D. (2022) *Déclin et chute du néolibéralisme*, DeBoeck Supérieur
- Coupey-Soubeyran J., Delandre P. (2022) Comment monnayer la transition écologique ? AOC, <https://aoc.media/analyse/2022/09/06/comment-monnayer-la-transition-ecologique/>

- Coupey-Soubeyran J., Espagne E. (2022) La transition écologique : vers un changement de paradigme monétaire et financier ? *Revue Economique*, 2, Vol 73.
- Grandjean, A. & Martini M. (2016). *Financer la transition énergétique*, Ivry-sur-Seine. Les Editions de l'Atelier
- Grandjean, A., & Dufrêne N. (2020). *Une monnaie écologique*. Odile Jacob
- Grandjean, A., & Lefournier J. (2021). *L'illusion de la finance verte*. Ivry-sur-Seine: Les Éditions de l'Atelier.
- Lagoarde-Segot, Th (coord). 2023. *Ecological Money and Finance: Exploring Sustainable Monetary and Financial Systems*, Palgrave-MacMillan. 1st ed.
- Ninet J. (2017), *Taux d'intérêt négatifs - Le trou noir du capitalisme financier*, Paris: Classiques Garnier
- Paranque, B. Pérez, R. (Eds) (2015), *La finance autrement ?* Villeneuve D'Asq, P. U. du Septentrion
- Revelli, C. (2017). Socially responsible investing (SRI): From mainstream to margin? *Research in International Business and Finance*, 39, 711–717.
- Sun, W., Louche C., Pérez R. (Eds) (2011), *Finance and Sustainability: towards a new paradigm? A post-crisis agenda*, Bingley, Emerald
- Théret, B., Lemoine, B. (2020), Il est possible de construire un circuit du trésor européen écologique. *Gestion et Finances Publiques*, n° 4 2020/4V.A.
- The Great Green Finance Investigation (2022): <https://www.ftm.eu/green-investments>

### Organisation du symposium

**Le symposium « Finance »** sera intégré au programme prévu par l'**AFEP** (Association Française d'Economie Politique) et sera organisé en liaison avec plusieurs collectifs, notamment les réseaux internationaux de recherche suivants :

- AREF** - *Association pour renouveler la recherche et l'enseignement en Economie et Finance*, Fribourg, CH (Marc Chesney)  
<https://www.unifr.ch/aref/fr/>
- EURAM** - *standing track "Finance, Economy and Society"* (Sharam Alijani)  
<https://conferences.euram.academy/2022conference/sig-01-business-for-society-b4s/>
- FINANCE & BIENS COMMUNS** (David Bourghelle)  
[https://wiki.remixthecommons.org/index.php/Finance\\_et\\_commun](https://wiki.remixthecommons.org/index.php/Finance_et_commun)
- FINANCE WATCH** (Thierry Philipponnat)  
<https://www.finance-watch.org/>
- Institut ROUSSEAU** (Nicolas Dufrêne)  
<https://institut-rousseau.fr/>
- Institut VEBLEN** (Jézabel Coupey-Soubeyran)  
<https://www.veblen-institute.org/>
- Observatoire de la Finance Genève** (Paul Dembinski)  
<https://www.obsfin.ch/fr/observatoire-de-la-finance/directeur-paul-h-dembinski/>
- OIFD** : *Observatoire International de la Finance Durable* (Dhafer Saidane)  
<https://publika.skema.edu/fr/extra/observatoire-internationale-de-la-finance-durable/>
- PoCfIN** -*Post Crisis Finance & SDSN -Sustainable Development Solutions Network* (Thomas Lagoarde-Segot)  
<https://pocfin.kedge.edu>

## **Calendrier de soumission**

- Date limite d'envoi des propositions (résumé de 1 500 /2 000 mots) : **20 avril 2023**
- Notification aux auteurs : 30 avril 2023
- Date limite de réception des contributions : 31 mai 2023
- Dates du Symposium : du 4 au 7 juillet 2023

## **I - Comité d'organisation**

### **Coordinateurs :**

**David Bourghelle** (IAE-Uni. Lille - LUMEN)

**David Cayla** (Uni. Angers - GRANEM)

**Jacques Ninet** (LFAM-Univ Poitiers)

**Philippe Rozin** (IAE-Uni. Lille - LUMEN)

## **II - Comité scientifique**

**Président : André Orléan** (CNRS & EHESS)

- **Saram Alijani** (Neoma B.S.)
- **Nicolas Bédu** (Uni. Montpellier)
- **David Bourghelle** (IAE-Uni. Lille - LUMEN)
- **David Cayla** (Uni. Angers)
- **Isabelle Chambost** (CNAM)
- **Marc Chesney** (Uni. Zurich- CH)
- **Jézabel Couppey-Soubeyran** (Uni. Paris 1)
- **Catherine Deffains-Crapsky** (Uni. Angers)
- **Frédérique Dejean** (Uni. Paris-Dauphine)
- **Paul Dembinski** (Uni. Fribourg)
- **Nicolas Dufrêne** (Institut Rousseau)
- **Pascal Grandin** (IAE-Uni.Lille-LUMEN)
- **Alain Grandjean** (Carbone 4)
- **Fredj Jawadi** (IAE-Uni. Lille-LUMEN)
- **Paul Jorion** (Uni. Catholique de Lille)
- **Catherine Karyotis** (Neoma B.S.)
- **Thomas Lagoarde-Segot** (Kedge B.S.)
- **Jacques Ninet** (LFAM-Univ Poitiers)
- **Roland Pérez** (Uni. Montpellier)
- **Thierry Philipponnat** (Finance Watch)
- **Dominique Plihon** (Uni. Paris 13 & CEPN)
- **Jean-François Ponsot** (Uni. Grenoble Alpes)
- **Christophe Revelli** (Kedge B.S.)
- **Philippe Rozin** (IAE-Uni. Lille - LUMEN)
- **Dhafer Saidane** (SKEMA B.S.)
- **Stéphanie Serve** (IAE-Uni. Paris Est Créteil)
- **Laurence Scialom** (EconomiX - Uni. Paris-Nanterre)
- **Yamina Tadjeddine** (IAE-Uni. Lorraine)
- **Renaud du Tertre** (Uni. Paris Diderot)